Déclaration liminaire intersyndicale

CTL du 30 septembre 2022

Lundi 26 septembre, Bruno Le Maire et Gabriel Attal ont présenté, en Conseil des Ministres puis à la presse, le projet de Loi de Finances (PLF) pour 2023 et le projet de loi de programmation pluriannuel des Finances Publiques 2023-2027.

Ont été annoncées 3000 suppressions d'emplois sur l'ensemble du quinquennat qui seront sans aucun doute inscrites dans le prochain contrat d'objectifs et de moyens (COM).

Et selon leurs éléments de langage, « *Seulement 850 en 2023* »… alors même que l'ensemble des ministères voient pour 2023 leurs effectifs augmenter !

Notre service public a pourtant connu ces dernières années des attaques sans précédent :

Evolution des missions, des structures, des organisations, mais aussi évolution des carrières, de la reconnaissance des agentes et des agents, autant de sujets primordiaux qui structurent non seulement l'avenir de la DGFiP et le devenir de ses personnels, évacués, ignorés et méprisés.

25 000 suppressions d'emplois depuis 2010, conjuguées aux réformes ainsi engagées, ont conduit à l'impasse dans laquelle notre administration se trouve aujourd'hui. NRP, démétropolisation, lignes directrices de gestion, ont eu pour résultantes la casse des missions, la perte de technicité, la perte des repères, la dégradation des conditions de travail.

Les agentes et les agents de la DGFiP sont mis sous pression sur le plan professionnel depuis des années, de par les restructurations incessantes qu'ils et elles ont dû mettre en œuvre et par la crise sanitaire qui est venue aggraver une situation déjà difficile.

Les indicateurs du tableau de bord de veille sociale le confirment, année après année : les agentes et les agents vont mal, et pourtant continuent de porter notre administration à la force de leurs bras, de leurs congés, de leurs heures supplémentaires, de leur santé même pour certain·es.

Nous avons inlassablement porté la parole des agents et des agentes, alors même que le rouleau compresseur a continué de détruire la DGFiP et les règles de gestion qui en maintenaient la cohésion, méprisant le point de vue de celles et ceux qui sont la DGFIP, de celles et ceux qui défendent le service public au quotidien. Ignorant également aussi nos usager·es, contribuables et concitoyens, pour qui le « nouveau réseau de proximité » n'est qu'un mot, loin, bien loin de la réalité de la disparition de notre service public.

Un exemple frappant : Le Zéro cash. Pendant près de 15 ans, L'administration a crié haut et fort que chaque usager pouvait se rendre dans n'importe lequel de nos guichets et qu'il pourrait effectuer l'ensemble de ses démarches (renseignement, aide, paiement), peu importe le ressort territorial de ce guichet. C'était le Guichet Fiscal Unique.

Et aujourd'hui tout est fait pour les dissuader de se rendre dans nos accueils, on leur impose des modes de règlements, on leur demande même de se rendre chez les buralistes !

Où est le progrès ? Est-ce cela la vision du service public de nos décideurs ? Ce service public à la française au service des citoyens, sensé être garant d'une égalité de traitement des usagers ?

Et maintenant, sur les mêmes sujets, le Directeur général, à travers l'opération « Remue-méninges », propose une démarche qu'il qualifie de « participative » aux agentes et des agents de notre administration. De qui se moque-t-on ? Des agentes et des agents, encore et toujours.

Pense-t-il sérieusement que ne pas informer, que passer outre les organisations syndicales représentatives en s'adressant directement aux agents et aux agentes, changera la donne, éteindra le mécontentement, voire la colère des personnels dont nous ne sommes que les humbles porte-parole ?

Pense-t-il sérieusement que les personnels que nous écoutons, que nous réunissons régulièrement, dont nous portons les préoccupations et les propositions, vont se contredire ?

Pense-t-il sérieusement que ces mêmes agent.es croient un seul instant que leurs préoccupations, leurs attentes, leurs propositions, seront davantage prises en compte, alors qu'elles ont été, depuis des années, ignorées et méprisées ?

Pense-t-il sérieusement que cette démarche peut être crédible, alors même, que quelques jours à peine après la publication de la synthèse nationale, les suppressions d'emplois et les moyens de la DGFIP sont actées pour les cinq prochaines années ?

Oui toutes et tous veulent garder la totalité des missions de la DGFiP à l'intérieur des structures de proximité.
Oui toutes et tous veulent le renforcement des moyens humains, indispensable à un retour vers

l'efficacité de la DGFiP, en termes d'exercice des missions, de transmission et de sécurisation du savoir. Oui toutes et tous veulent de vrais accueils physiques de qualité pour répondre efficacement aux attentes des usageres et des usagers.

Oui toutes et tous veulent une pause des réformes en cours. Plus qu'une pause, ils en veulent l'arrêt.

Car oui, les agentes et les agents sont POUR les réformes, à la condition qu'elles aient du sens : pour leurs missions, pour leurs carrières et le plus important pour leur vision de ce qu'est un vrai service public.

Oui toutes et tous sont conscient·es des enjeux de la transformation numérique, mais à la condition qu'elle ne soit pas l'alpha et l'omega, en constatant ses insuffisances, ses dysfonctionnements, l'aspect chronophage, les difficultés rencontrées par de nombreux usagers. L'intelligence et le raisonnement humain doivent demeurer au centre de cette transformation numérique.

Oui toutes et tous réclament une intensification de la lutte contre la fraude fiscale, mais avec des moyens et non des freins (loi ESSOC…).

Oui toutes et tous attendent une revalorisation correcte de leur rémunération à la hauteur de la perte de pouvoir d'achat subie depuis 2010.

Oui toutes et tous attendent la reconnaissance de leur dévouement pour cette administration qui part à vau-l'eau, la reconnaissance de leur implication, leur technicité et pour tout dire de leur don de soi.

L'écoute ne suffit pas, les agents ont besoin d'être entendus. Et si l'objectif était réellement d'entendre les agents, l'opération « Remue-méninges » aurait dû s'appeler opération *« Sonotone » !*

De grands défis nous font face. Il est encore possible de redonner à cette administration ses lettres de noblesse ainsi que la place qui est la sienne et qu'elle n'aurait jamais dû perdre : une administration au cœur du fonctionnement de notre société et qui ne laisse personne au bord du chemin, surtout pas les plus fragiles.
Une administration garante de la justice, fiscale et sociale.